ANRAF
(Association Nationales des retraités agricoles de France)

MOTION


**Constatent** que le montant des retraites agricoles est très en dessous du seuil de pauvreté, dont le montant est de plus de 1000 euros.

Devant l’augmentation du coût de la vie, avec une aussi médiocre pension, le pouvoir d’achat est inexistant.

Acculés à une aussi déplorable situation, les retraités agricoles :

**Demandent au gouvernement**, avec insistance, la mise en place de mesures immédiates pour mettre fin à ce scandale en conformité avec les engagements réitérés par les Présidents de la République successifs.

**Exigent** le maintien d’une conférence annuelle sur les retraites agricoles, qui réunira autour du ministre de l’Agriculture et des affaires sociales, tous les acteurs concernés.

**Constatent** avec amertume que la loi du 2 février 2017 votée à l’unanimité par l’assemblée nationale, (garantissant aux retraités agricoles un niveau de pension à 85% du SMIC indexée et assurant son financement) adoptée dans les mêmes termes par le Sénat a été refusée par le Gouvernement.

**Exigent** avec force l’extension de cette loi aux conjoints et aides familiaux, afin d’assurer la parité.

**Réclement** avec véhémence que le montant des retraites agricoles atteigne au minimum le montant du seuil de pauvreté.

**Demandent le maintien** de la retraite par répartition.

**De porter le minimum contributif au même niveau que les autres catégories sociales de retraités.**

**Demandent le relèvement du seuil fiscal de référence de façon à supprimer la CSG et la RDS pour les revenus annuels inférieurs à 25000 euros pour un couple et 19000 euros pour une personne seule.**

**Réclement** que soit rétablie la demi-part pour les veuves, les veufs et les divorcés(es).

**Réclement l’égalité des retraités d’avant 1997 et ceux d’après 1997, en harmonisant le nombre d’années de cotisations exigées pour bénéficier des augmentations. (17,5 années pour tous).**

**Réclement** que la dépendance ou perte d’autonomie soit considérée comme longue maladie, prise en charge obligatoirement par la solidarité nationale, 5ème branche de la sécurité sociale.

**Demandent que les appareils, dentaires, auditifs et de vue soient considérés comme des médicaments indispensables aux séniors.**

**Demandent que la maison d’habitation ne soit plus prise en compte dans l’actif successoral quelque soit son emplacement pour ceux qui perçoivent le fond National de solidarité.**

**Demandent le remplacement de la bonification à partir de 3 enfants (10% de la pension) par un forfait correspondant à 10% du SMIC.**

Le Président : Pierre ESQUERRE